La violence verbale après la violence de masse. Le procès de Slobodan Milošević devant le Tribunal pénal international

Ksenija Djordjevic

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/mots/19288>

DOI : 10.4000/mots.19288

ISSN : 1960-6001

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 30 novembre 2009

Pagination : 115-122

ISBN : 9782847881820

ISSN : 0243-6450

Référence électronique

Ksenija Djordjevic, « La violence verbale après la violence de masse. Le procès de Slobodan Milošević devant le Tribunal pénal international », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 91 | 2009, mis en ligne le 30 novembre 2011, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/mots/19288> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/mots.19288>

Ksenija Djordjevic

La violence verbale après la violence de masse. Le procès de Slobodan Milošević devant le Tribunal pénal international

Nous allons traiter ici de cette forme particulière d'interaction qu'est la violence verbale, à partir d'un corpus constitué de transcriptions d'audiences tenues lors du procès de Slobodan Milošević au Tribunal pénal international de La Haye¹. Ce procès est à bien des égards original. L'accusé se défend seul, ne reconnaissant pas la légitimité du TPI qu'il considère comme « une marionnette de la justice de l'Occident » (Jolicœur, 2002). Cette attitude confère une teneur particulière à son procès : il tente, devant ses victimes indirectes, d'inverser les rôles impartis et de s'ériger de la position d'accusé, planificateur de la violence de masse, à celle de procureur, en mettant en place différentes stratégies discursives déstabilisatrices.

Présentation du corpus

Le procès de Slobodan Milošević pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide, dans les conflits de l'ex-Yougoslavie, a débuté le 12 février 2002. Les différentes étapes de la procédure juridique, les confrontations avec les témoins et les interrogatoires ont été rendus publics. De l'ensemble

Université Montpellier 3, DIPRALANG, ksenija.djordjevic@univ-montp3.fr

1. Nous nous baserons sur les transcriptions d'audiences publiées par le Comité d'Helsinki pour les droits de l'homme dans *Milošević vs Jugoslavija*, Belgrade, 2004. Elles ont été éditées sans suivre les normes de transcription utilisées d'ordinaire en linguistique interactionniste. Par conséquent, nous traiterons ce corpus, traduit ici par nos soins, comme un ensemble séquencé de paroles transcrites dépourvues d'éléments contextuels. Il nous semble cependant que, malgré ses lacunes, il satisfait l'un des prérequis énoncés par Catherine Kerbrat-Orecchioni : il est « naturel » et « authentique » (Kerbrat-Orecchioni, 1995). Nous avions initialement prévu de publier en annexe le corpus original accompagné de notre traduction, mais pour des raisons de place, cette solution, qui aurait permis de vérifier nos choix de traduction, n'a pas été possible. Il va de soi que toute traduction induit une marge d'interprétation et de biais. Nous avons tenté de limiter ces effets de distorsion autant que possible, en optant pour une traduction plus littérale que littéraire des interactions du corpus.

du matériau, nous avons extrait trois corpus (1 124 tours de parole²) correspondant aux contre-interrogatoires, par l'accusé Milošević, des témoins M. Babić, E. Velić et A. Vasiljević³ (Biserko, 2004).

La façon dont Slobodan Milošević plaide sa propre cause et son comportement vis-à-vis des témoins ont déjà retenu l'attention de l'opinion publique :

Comme il a choisi de plaider sa propre cause, les juges du TPIY, craignant que l'on ne leur reproche de brimer ses droits, lui ont laissé une plus grande latitude qu'ils ne laisseraient d'ordinaire à un avocat : lors des multiples contre-interrogatoires des témoins à charge, Milosevic les a réfutés et de plus malmenés jusqu'à l'effondrement de certains d'entre eux. (Blankaert, 2005)

De ce point de vue, l'ex-président serbe et yougoslave fait penser à la figure d'*hypersujet* de Michel Wieviorka, par « son désir ou son besoin d'être acteur alors qu'il ne peut pas encore l'être, ou qu'il ne peut plus l'être » (Wieviorka, 2005). C'est cette mise en scène d'un acteur déchu que nous souhaitons montrer à travers notre analyse.

Cadre d'analyse

La violence a fait l'objet de nombreux travaux en sociologie, psychologie, ethnologie, médecine, anthropologie, philosophie, ou encore en sciences de l'éducation⁴. Dans le domaine de la linguistique, on a également travaillé sur toutes sortes d'échanges formels et informels ou d'interactions, avec l'objectif de dégager des régularités. Mentionnons, parmi bien d'autres, les travaux de Hymes et Gumperz dans le domaine de l'ethnographie de la communication, ceux de l'ethnométhodologie⁵ (Garfinkel), de même que les travaux de Catherine Kerbrat-Orecchioni ou de Harvey Sacks dans le domaine de l'analyse conversationnelle⁶ et des interactions verbales. Dans ces divers champs, l'analyse des conflits verbaux a trouvé sa place. Pour certains spécialistes des

2. À l'instar d'Erving Goffman, nous entendons par *tour de parole* « la parole pendant un tour » (Goffman, 1987), ce qu'un individu dit entre deux silences, qu'il s'agisse d'une phrase ou d'une suite de phrases.
3. Les audiences de ces témoins ont eu lieu les 26 novembre et 3 décembre 2002, puis les 26 novembre et 4 décembre 2003.
4. Voir par exemple l'ouvrage dirigé par Armand Touati (2003), *Violences. De la réflexion à l'intervention*, qui réunit les réflexions de chercheurs de toutes ces disciplines autour de ce thème, ou encore l'ouvrage à orientation ethnologique de Françoise Héritier, *De la violence*, 1996.
5. Il s'avère que le discours des institutions du droit et celui des audiences ont particulièrement attiré l'attention des ethnométhodologues, car, selon John M. Atkinson, le droit porte explicitement sur l'ordonnement du monde par le langage (Travers, 2001).
6. La spécificité du paradigme de l'analyse conversationnelle tient dans l'examen minutieux qu'elle permet d'effectuer de la logique séquentielle des tours de parole, qui tissent de manière constamment négociée entre participants d'une interaction le réseau des relations en termes de rôles et de statuts, au-delà des énoncés proférés.

communications, le conflit tend même à prédominer sur la coopération lors d'un échange verbal :

Tout dialogue est vu comme une sorte de pugilat, de bataille permanente pour le « crachoir » et le pouvoir ; dans cette perspective, parler, c'est avant tout tirer la couverture à soi, faire valoir ses vues et se faire valoir, avoir raison et avoir raison de l'autre, lui clouer le bec, lui damer le pion, lui faire perdre sa place... (Kerbrat-Orecchioni, 1995)

La violence verbale a surtout été traitée à travers ses formes linguistiquement perceptibles, notamment les injures ou les insultes⁷. Or, comme le remarque très justement Claudine Moïse :

Les « insultes » ou les « injures » ne sont que des éléments des montées en tension, procédés rhétoriques en point d'orgue, quand bien d'autres ont été épuisés. (Moïse, 2008)

Notre corpus, qui présente une structure interne complexe, contient, nous semble-t-il, un genre particulier de violence verbale qui s'appuie sur un contexte institutionnel légitimant, quitte à en pervertir les cadres et les rôles : la violence pragmatique. Cette forme de violence consiste à renverser de manière aussi brutale qu'injustifiée le cadre de référence et de légitimité du discours, tout comme la violence physique renverse le rapport de force dans la relation entre individus. En cela, cette manifestation de la violence verbale diffère de celle analysée du point de vue des conditions de vulnérabilité linguistique (Butler, 2004), où le langage assume une puissance d'agir par vexation, atteinte à la dignité ou à l'image de soi. Bien que cette dimension soit également présente dans notre corpus, c'est surtout à travers la vulnérabilité pragmatique, dans un contexte institutionnel pourtant hautement contraint et en principe maîtrisé, que se déroulent les trajectoires de transgression et d'inversion du rapport de force, permettant à la personne violente (en l'occurrence, Slobodan Milošević), de maintenir un pouvoir aussi bien sur ses victimes que sur les acteurs de son procès.

La violence pragmatique comme vecteur de violence verbale

Nous avons retenu trois stratégies discursives de violence verbale dans ce contexte institutionnel : 1) les techniques déstabilisatrices : ironie, sarcasme, usurpation de rôle, etc. ; 2) l'interruption de la parole du témoin ; 3) le monopole du temps de parole ou l'obstruction. Le choix de ces trois vecteurs de

7. Voir par exemple Auger, Moïse, 2006 ou Moïse, 2008, pour l'analyse de la violence verbale en contexte scolaire, ou encore, pour un aperçu assez complet du traitement linguistique de la violence verbale, Moïse, 2008.

violence verbale est justifié par leur cohérence interne en tant que paradigmes pragmatiques, car ils ont pour fonction de casser et d'inverser le cadre de légitimité de la parole, afin d'imposer une asymétrie de pouvoir qui permet à l'accusé de reprendre le dessus lorsqu'il se trouve face à ses victimes.

Techniques déstabilisatrices

L'une des principales techniques déstabilisatrices de Slobodan Milošević consiste à ridiculiser ses interlocuteurs par l'ironie et le sarcasme, qui relèvent des arguments *ad hominem*, quand on attendrait des arguments *ad rem* dans un tel procès⁸ :

M. : Je vais reprendre ce que vous avez dit, puisque, si c'est comme cela, tout cela est vraiment très intéressant en ce qui me concerne, pour ne pas dire amusant. Donc, vous avez mentionné Martić, Vitas, Orlović, et un certain Nebojša dont vous avez oublié le nom de famille.

B. : Mandinić Nebojša [...].

Ce qui est plutôt exact, c'est que Ratko Mladić était persuadé que c'était moi l'organisateur. Permettez que je termine. [...]

M. : *Que Dieu me garde. Vous entrez, Monsieur Babić, dans le domaine de la science-fiction...* mais vous avez dit à l'instant une phrase dont j'ai pris note, que l'organisation de cette brigade a été l'œuvre de la SDS de Krajina et que vous l'avez soutenue. [...]

Par ailleurs, il essaie souvent de les mettre en porte à faux, ce qui lui permet d'usurper des rôles institutionnels en jouant sur la marge de manœuvre que lui concède son statut d'avocat assigné à sa propre défense. Mais c'est moins l'avocat que l'accusé rebelle qui s'exprime dans les exemples suivants :

B. : Mais les autorités de Knin ont essayé de plusieurs façons de calmer les choses d'une certaine manière. [...]

M. : *Mais le témoin qui était avant vous, votre collègue qui était là avant vous, dit exactement le contraire.* De quelles structures parlez-vous ?

B. : Je n'ai pas dit ça.

M. : *Mais regardez un peu vos vos déclarations. Elles sont très longues, vous n'arrivez probablement pas à contrôler toutes les inepties que vous dites, mais ce sont vos oignons.* Mais on a éclairci cette question. *Donc, ça aussi, vous l'avez inventé.*

De là à passer à la caricature du discours de l'adversaire, il n'y a qu'un pas, que Milošević franchit pour convertir les faits énoncés par les témoins en « balivernes » et leur retirer toute pertinence :

M. : Alors, s'il vous plaît, expliquez-moi maintenant, puisque vous l'avez dit à l'instant [...], vous avez dit que l'Assemblée a soutenu les idées de Milan Martić. *Quelle*

8. Nous indiquons en italiques les éléments pertinents dans le corpus. Le tour de parole de Slobodan Milošević est marqué par « M. », celui de Babić par « B. ».

force, quelle force a-t-il utilisée pour y arriver ? A-t-il menacé avec un fusil, pendant qu'on y est, les députés dans l'Assemblée ou a-t-il arrêté un député ou fait quelque chose de semblable ? Pourquoi racontez-vous ces balivernes ?

B. : C'est bien ce qu'il a fait en 1995. Je me suis plaint personnellement auprès de vous [...].

Enfin, on peut observer chez Milošević une stratégie de réification des témoins qui consiste à les appeler non pas par leur nom, mais par le chiffre qui leur est attribué par le Tribunal :

M. : On va y arriver, à votre relation avec l'Armée nationale yougoslave, et à ma relation avec elle sur la base de ces documents qui sont étalés ici au grand jour [...]. La JNA était l'armée yougoslave, *est-ce vrai Monsieur C-061 ?*

B. : La JNA, c'étaient les forces armées de la Yougoslavie.

M. : La JNA protégeait tous les peuples yougoslaves, *Monsieur C-061*, pas les Serbes.

B. : Comment elle les protégeait, on le voit aux conséquences.

Interruption de la parole du témoin

Notre corpus offre également de nombreux exemples d'interruption du témoin à des fins de dénégation⁹ et de disqualification, sous prétexte de spécifier une réponse ou une déclaration :

B. : Il était médiateur dans les rencontres entre Tudjman et moi, autrement si j'ai bien compris, il soutenait le concept américain, qui prévoyait l'autonomie politico-territoriale en Croatie pour la Krajina [...].

M. : *Non, non, non, ce n'est pas ce que je vous demande...*

B. : C'est-à-dire le Plan Z4...

M. : *Ce n'est pas ma question...*

B. : C'est-à-dire que c'était leur... leur proposition.

V : Si vous me demandez directement mon avis sur le rôle de la JNA...

M. : *Je ne vous demande pas votre avis, mais ce qui est indiqué dans votre déposition.*

Monopole du temps de parole

Parallèlement à cette tactique récurrente d'interruption, Milošević prend également plaisir à monopoliser le temps de parole en laissant libre cours à la péroration. Les séquences suivantes sont révélatrices des difficultés que rencontre le juge à canaliser la parole de l'accusé. Elles permettront ensuite de comprendre comment celui-ci retourne les rappels à l'ordre qui lui sont

9. La dénégation de faits (en l'occurrence, criminels) diffère de la simple négation (comme analysée dans Ducrot, 1973, p. 238-260) par sa dimension cynique, qui remet en cause aussi bien leur existence que leur pertinence ou leur valeur de preuves.

adressés contre les témoins lorsque ses stratégies de décadrage¹⁰ ou de disqualification sont contrées par le magistrat.

M. : Voici, j'ai l'année 1999. Les données diffèrent vraiment de façon spectaculaire. [...] Dedans, vous avez ces unités spéciales de police, etc., dont vous parlez comme s'il s'agissait de formations spéciales, et elles sont, au cas où vous ne le sauriez pas, mon général, composées de policiers en service, et lorsqu'il se forme...

Juge : Maintenant on s'éloigne déjà du sujet. C'est un sujet à part [...].

M. : [...] Donc, comme vous le voyez, vous exposez des données complètement inexactes sur la police, voilà, et puis...

Juge : Il a répondu à cela. Il a répondu, donc, continuons.

M. : Est-ce que vous savez que la proportion de policiers en Serbie en 1995, par exemple, non... plutôt en 1991, était de 1 policier pour 434 citoyens ? Et ceci concerne le nombre total des employés de la police. Je ne sais pas si dans d'autres pays on compte aussi les pompiers et tout le reste, mais là il s'agit du nombre total, l'administration comprise. [...]

Juge : Non, non. Monsieur Milošević, que voulez-vous dire ? Où voulez-vous en venir ?

L'accusé détourne ainsi systématiquement les remarques qui lui sont faites afin d'imposer son autorité sur les témoins en faisant varier à son gré la structure des échanges. Ainsi, il pose des questions appelant des réponses binaires, invitant le témoin à la plus grande concision :

M. : D'accord, on va revenir rapidement sur la carte que vous avez utilisée au début, sur le dos de la carte, car c'est là que se trouvent de nombreuses données. [...] Répondez-moi uniquement par oui ou par non.

B. : Il est vrai que la Société culturelle serbe...

M. : Je vous prie de me répondre uniquement par oui ou par non, car nous n'avons pas le temps de nous attarder sur chaque détail. Je vous ai lu la citation. Est-ce exact ou pas ? [...]

B. : J'occupais dans le Parti communiste croate certaines fonctions que j'ai déjà mentionnées devant ce tribunal au début de mon témoignage.

M. : Je vous prie de me répondre par oui ou non pour gagner du temps. Vous m'avez de nouveau répondu oui, mais avec une phrase développée, je dirais même complexe.

L'injonction « répondez par oui ou par non » peut enfermer l'interlocuteur dans un « paradoxe pragmatique » comme ceux décrits par Paul Watzlawick. Notamment, la personne sommée d'accomplir une injonction paradoxale « occupe la position "basse" [et] ne peut sortir du cadre, et résoudre ainsi le paradoxe en le critiquant, c'est-à-dire en métacommuniquant à son sujet (cela reviendrait à une "insubordination") » (Watzlawick, 1972, p. 196).

On voit que la violence verbale exercée à l'aide des stratégies discursives déstabilisatrices que développe l'accusé durant le procès, est le vecteur d'une subversion du contexte institutionnel et des rôles. Milošević joue à la fois sur

10. Le décadrage, pour nous, consiste à changer une modalité de l'opinion en réalisant un effet de déplacement, de polarisation, comme dans le cas des comparaisons abusives.

le paradoxe de l'accusé-avocat qui s'érige en accusé-procureur¹¹, ce qui lui permet de se dédoubler et de dédoubler son statut devant une cour dont il nie la légitimité, et sur les structures d'interaction dont il maîtrise les présupposés et les techniques.

Dans la mesure où les recherches actuelles sur la violence verbale sont centrées sur des situations le plus souvent contextualisées dans des champs institutionnels impliquant des asymétries légitimes d'autorité (l'école, les entreprises, les services publics), il convient d'accorder une attention particulière à la transgression du contexte et des facteurs pragmatiques par les acteurs ou les protagonistes d'interactions, comme l'illustre notre étude de cas. L'analyse des techniques de manipulation du contexte, des statuts et des normes d'interaction dans notre corpus constitue un observatoire des formes de la violence verbale qu'on ne saurait ignorer si l'on veut comprendre les multiples visages de ces situations de tension pragmatique. Il va de soi qu'un tribunal fait également partie des champs institutionnels impliquant des asymétries légitimes d'autorité, comme toutes les autres institutions mentionnées précédemment. La tactique qui consiste, pour la personne violente, à détourner et retourner les arguments de ses accusateurs, de ses victimes ou des témoins de ses actes violents afin de nier sa responsabilité est observable dans tous ces milieux institutionnels. Mais ce qui est particulièrement intéressant ici, c'est de voir se déployer ces tactiques au sein d'une stratégie plus ample que la simple disculpation, par un accusé-avocat s'érigeant en accusé-procureur dans le cadre d'un grand tribunal international. Ici, le sujet observé a tenu le sort de milliers de personnes entre ses mains, commandé des armées et négocié avec des puissances internationales. En outre, les débats de ce procès ont été diffusés par les médias et ont connu une large audience, qui a pu avoir des effets de légitimation a posteriori pour nombre d'auditeurs. Nous sommes face à une échelle de grandeur exceptionnelle des stratégies discursives et pragmatiques d'autojustification de la personne violente, qui recèle un fort potentiel pour l'étude de ces phénomènes en général.

Références

AUGER Nathalie, MOÏSE Claudine, 2006, « Violence verbale, malentendu ou mésentente ? », *Le malentendu*, Sousse, Presses de l'université de Sousse, p. 293-302.
BISERKO Sonja éd., 2004, *Milošević vs Jugoslavija*, Belgrade, Helsinki odbor za ljudska prava.

11. Nous ne dénions pas à l'accusé le droit de prendre en charge sa propre défense, qui lui a été concédé par le tribunal en accord avec la législation en vigueur. Le paradoxe réside dans la transgression de cette fonction pour inverser les rôles et les positions haute et basse face à la cour aussi bien que face aux victimes et aux témoins du procès.

- BLANQUAERT Femke, 2005, « Le procès de Slobodan Milosevic », *Annuaire français des relations internationales*, vol. 6, p. 167-179.
- BUTLER Judith, 2004, *Le pouvoir des mots. Politique du performatif*, Paris, Éditions Amsterdam.
- DUCROT Oswald, 1973, *La preuve et le dire*, Paris, Mame.
- EL KENZ David éd., 2005, *Le massacre, objet d'histoire*, Paris, Gallimard.
- GOFFMAN Erving, 1987, *Façons de parler*, Paris, Minuit.
- HÉRITIER Françoise, 1996, *De la violence*, Paris, Odile Jacob.
- JOLICŒUR Pierre, 2002, « Le procès de Milosevic : le début d'une saga judiciaire », *Points de mire*, vol. 2, n° 3, Montréal, Université du Québec.
- KERBRAT-ORECCHIONI Catherine, 1995 [1990], *Les interactions verbales*, t. I., Paris, Armand Colin.
- MOÏSE Claudine, 2008, « Formes et valeurs de l'insulte dans les processus d'affirmation identitaire », A. Tauzin éd., *Insultes, injures et vannes*, Paris, Kathala.
- MOÏSE Claudine et al. éd., 2008, *La violence verbale*, t. I et II, Paris, L'Harmattan.
- TRAVERS Max, 2001, « Ethnométhodologie, analyse de conversation et droit », *Droit et société*, n° 48, p. 349-366.
- TOUATI Armand éd., 2004, *Violences. De la réflexion à l'intervention*, Paris, PUF.
- WATZLAWICK Paul et al., 1972, *Une logique de la communication*, Paris, Le Seuil.
- WIEVIORKA Michel, 2005, *La violence*, Paris, Hachette.